



# **Politique de la Ville : les Maires se réunissent en États généraux à Paris**

Jeudi 26 avril à 14h, Gymnase Jean Jaurès (19e)

**Face à l'absence d'engagement de l'Etat en faveur des quartiers populaires, des Maires, acteurs associatifs et habitants de toute la France ont décidé de tenir jeudi à Paris des « États Généraux de la Politique de la Ville ». Cet après-midi d'échanges contribuera à faire entendre au plus haut niveau les attentes légitimes de ces quartiers et à promouvoir des solutions concrètes.**

Dans tout le pays, les quartiers populaires font preuve d'un formidable dynamisme et sont marqués par leur jeunesse, leur créativité et l'attachement des habitants aux valeurs de vivre-ensemble et de partage qui fondent notre République. Paris est à ce titre la commune de France qui compte le plus de citoyens vivant en quartiers populaires : plus de 360 000 personnes.

Malheureusement, les quartiers populaires français sont aussi les premiers frappés par la montée des inégalités. Leurs habitants sont confrontés à une présence insuffisante des services publics nationaux, notamment dans les domaines de l'emploi, de l'éducation ou de la sécurité ; ils sont particulièrement touchés par le chômage; ils font face à toutes les formes de discriminations. Les défis sont grands, et les besoins sont immenses.

Les Maires agissent depuis de nombreuses années déjà, à l'échelle de leur territoire et de leurs compétences, pour apporter des solutions et faire progresser la qualité de vie des habitants de ces quartiers. A Paris par exemple, Anne Hidalgo a fait des quartiers populaires une priorité en leur consacrant 25% du budget total d'investissement de sa mandature ou en soutenant, au quotidien, les acteurs associatifs de proximité. Mais cet engagement sincère des élus locaux ne saurait suffire : une grande partie des solutions à mettre en œuvre dépend de l'Etat et des financements qu'il alloue aux collectivités.

A ce titre, l'annonce à l'été 2017 d'une baisse de 46M€ des crédits affectés aux quartiers populaires, couplée à la suppression soudaine des contrats aidés, a suscité beaucoup d'inquiétude chez les élus locaux. L'absence de tout engagement structurel de la part du gouvernement, un an après le début du quinquennat, a encore renforcé ces craintes. Cette situation inquiétante s'est notamment traduite par la démission de Stéphane Gatignon, Maire de Sevran, le 27 mars dernier.

Pour faire entendre au plus haut niveau les attentes légitimes de leurs habitants et promouvoir des solutions concrètes, des Maires de toutes tendances politiques, des acteurs associatifs à l'image de Bleu Blanc Zèbre et des personnalités de la société civile ont décidé de se constituer en États généraux. Après un premier appel collectif lancé à Grigny, le 16 octobre 2017, et différentes étapes organisées dans toute la France au cours des six derniers mois, une nouvelle grande réunion est organisée jeudi à Paris, à l'invitation d'Anne Hidalgo.

**Date et lieu :**

Jeudi 26 avril à 14h, Gymnase Jean Jaurès, 87 avenue Jean Jaurès (19e)

**Contact presse :** Perrine Boiton / [presse@paris.fr](mailto:presse@paris.fr) / 01 42 76 49 61